

Questions orales

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Évidemment, monsieur le président, la question devrait s'adresser à mon collègue le ministre de la Consommation et des Corporations. Il s'agit d'une question de publicité trompeuse sans doute. Je suggère que cette question soit posée à l'honorable ministre lors de sa présence à la Chambre.

* * *

[Traduction]

LE BUDGET**LA DATE DE PRÉSENTATION**

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Il y a déjà 40 jours que le ministre a annoncé qu'il allait en toute probabilité présenter son budget avant la fin de mai; maintenant que les efforts du ministre en vue d'en arriver à une certaine unanimité parmi les chefs des syndicats et des entreprises se sont effondrés, le ministre peut-il déclarer à la Chambre s'il a réussi à s'entendre avec le premier ministre, le leader de son parti en Chambre sur la date de la présentation de son budget?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, sans accepter tout à fait le ton de la question posée par l'honorable député, je dois annoncer à la Chambre qu'en raison de la récente convocation de la réunion au sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord à Bruxelles le premier ministre devra s'absenter du pays du 27 au 31 mai. Il ne sera donc pas disponible pour les consultations nécessaires lors de la prise de décisions définitives si un budget avait été présenté sous peu, comme nous l'espérons. Peu après son retour d'une réunion de l'OTAN, je devrai moi-même me rendre à Paris pour présider les séances spéciales du comité provisoire du Fonds monétaire international. Ce comité est responsable du développement monétaire international dans le cadre des systèmes commerciaux et monétaires mondiaux, qui sont très importants pour le Canada, surtout depuis la crise du pétrole que nous avons connue l'an dernier.

Dans ces circonstances, je compte maintenant, après mon retour et après une période de préparation finale intense...

M. Baldwin: Et de prière.

M. Turner (Ottawa-Carleton): ... présenter le budget à la Chambre dans un mois exactement, soit le lundi soir 23 juin.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE**LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—LA POSSIBILITÉ DE REPRISE DES ENTRETIENS AU SUJET DES RESTRICTIONS VOLONTAIRES**

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Étant donné l'incertitude qui règne au sujet des entretiens pour la recherche d'un consensus, comme l'indiquent les déclarations faites par le premier ministre et le premier ministre suppléant aujourd'hui, le ministre pourrait-il nous dire si le gouvernement compte poursuivre ces entretiens d'ici le 23 juin, s'il représentera le gouvernement à ces discussions, et, de façon plus précise, si le gouvernement adoptera une position définitive au sujet de sa ligne de conduite d'ici là?

[M. Gauthier (Roberval).]

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Je crois savoir que de nouvelles réunions ont eu lieu pour discuter de choses techniques. J'ai fait un rapport complet à la Chambre sur cette question en réponse à une motion présentée par le chef parlementaire du NPD et débattue la semaine dernière.

LES INTENTIONS DU MINISTRE QUANT À LA MAJORATION DES IMPÔTS À TITRE DE MESURE BUDGÉTAIRE

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Notre économie est en régression et le taux de chômage augmente, comme le montrent les sommes versées par la Commission d'assurance-chômage; d'après les prévisions du C. D. Howe Institute et du *Financial Times*, la CAC versera de 3.3 à 3.5 milliards de dollars cette année, contre 2 milliards de dollars l'année dernière. Aussi, le ministre pourrait-il dire si le premier ministre a parlé trop vite en disant que l'on augmenterait les impôts, ce qui se traduirait par un budget d'austérité? A vrai dire, le ministre fait-il preuve de maturité en disant cela maintenant?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas entendu les réflexions du premier ministre.

L'INOPPORTUNITÉ DES EXPOSÉS D'ORDRE ÉCONOMIQUE DE LA PART DU PREMIER MINISTRE

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre suppléant. C'est une demande. Le premier ministre suppléant dira-t-il au premier ministre que ce parti lui demande de s'occuper uniquement des questions qu'il connaît bien pendant le reste de son voyage, comme les piscines et les chandeliers, et de laisser le ministre des Finances se charger des questions économiques sérieuses; malgré tous ses défauts, ces questions relèvent toujours de celui-ci en vertu de la constitution?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, je dirai au leader de l'opposition officielle à la Chambre que c'est parmi les députés de l'autre côté de la Chambre que l'on trouve les experts en matière de piscines et de chandeliers.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES**LES PROPOS RELATIFS AU MANQUE DE COLLABORATION DE L'ONTARIO DANS L'AFFAIRE DU SIM—DEMANDE DE PRÉCISION**

M. John A. Fraser (Vancouver-Sud): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Pourrait-il dire à la Chambre si l'observation que le ministre du Travail a formulée mercredi dernier et selon laquelle «les autorités de l'Ontario avaient été étrangement réticentes» relativement aux allégations formulées à l'endroit du Syndicat international des marins a été faite avec la pleine approbation du gouvernement ou si, à la suite du démenti formel publié hier par le solliciteur général suppléant de l'Ontario, le premier ministre suppléant profitera de l'occasion pour dissiper l'impression malheureuse que cette observation du ministre du Travail mercredi dernier a fait naître?